Débat sur la Stratégie politique annuelle pour 2008
XXXVII COSAC
les 13-15 mai 2007, Berlin

Comme convenu lors de la réunion des Présidents du 12 février 2007, l'ordre du jour de la XXXVII COSAC à Berlin, du 13 au 15 mai 2007, prévoit une discussion sur la Stratégie politique annuelle de la Commission pour l'année 2008.

La COSAC de Berlin exécute une décision prise pendant la XXXVI COSAC à Helsinki, en novembre 2006, lors de laquelle un consensus s'est dégagé sur le fait que, au cours des réunions du printemps de la COSAC, la Stratégie politique annuelle de la Commission européenne serait débattue (point 9 de la conclusion).

De manière à orienter le débat de la XXXVII COSAC de Berlin, s'inscrivant donc dans le cadre des prochaines discussions mixtes, la Présidence a demandé aux parlements de communiquer au Secrétariat de la COSAC les sujets considérés comme revêtant un intérêt particulier. A ce jour, le Secrétariat de la COSAC a reçu des réponses provenant de 14 parlements nationaux.

Les sujets suivants sont considérés comme présentant un intérêt pour une discussion jointe :

1) L'Energie et le Changement climatique

Ce sujet compte parmi les plus importants pour le *Eerste Kamer* néerlandais, pour la Chambre des Députés luxembourgeoise, pour le *Bundesrat et le Bundestag* allemands, pour les deux chambres du Parlement tchèque, pour le *Oireachtas* irlandais, pour le *Sejm* polonais, pour le Parlement bulgare et pour la Chambre des Représentants de Chypre. Les parlements considèrent ce sujet en fonction des accords conclus, en 2007, au Conseil européen de printemps, concernant l'adoption d'une politique énergétique européenne, et mettent l'accent sur l'importance de sa mise en application. Le *Bundersrat* allemand et la Chambre tchèque des Députés insistent sur le fait que la Politique énergétique de l'UE devra respecter les particularités et les intérêts spécifiques de chaque Etat membre. Le *Bundersrat* allemand apporte son soutien au Plan d'échange d'émissions de l'UE, mais appelle toutefois à son amélioration.

2) Sécurité et Liberté

Les parlements du Luxembourg, de Chypre, de la Lettonie, de la République Tchèque, de la Bulgarie et du *Bundestag* allemand mettent l'accent sur l'intérêt de ce sujet.

La Chambre luxembourgeoise des Représentants souligne l'importance de la mise en application du Système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II), ainsi que d'une coopération renforcée, d'une part, du contrôle des frontières extérieures de l'UE et, d'autre part, de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. La Chambre tchèque des Députés est d'avis à ce que la mise en application du SIS II ne doit pas être une condition préalable à l'élargissement de la zone Schengen. D'après le Sénat tchèque, les organismes de l'UE dans le domaine de la Justice et des Affaires intérieures, comme Europol, Eurojust et

Frontex, doivent être renforcés. En ce qui concerne la situation démographique, le Parlement bulgare considère comme une priorité la mise en place d'une zone de libre circulation des personnes. La Chambre des Représentants de Chypre souligne l'importance d'un équilibre approprié entre, d'une part, la lutte contre le terrorisme et, d'autre part, la protection des droits de l'Homme. Elle fait part de ses inquiétudes au sujet de la mise en application d'une base de données centralisées pour les empreintes digitales.

3) L'Europe comme un partenaire mondial : l'Elargissement et la Politique de voisinage

Une perspective/stratégie de l'UE en relation avec les pays de la partie occidentale des Balkans constitue l'un des sujets particulièrement importants pour les parlements autrichiens, bulgares ainsi que pour la Chambre tchèque des Députés. Cette dernière critique la formulation de la Stratégie politique annuelle, car, quand celle-ci sous-entend qu'il y a une relation entre, d'une part, la stabilisation du statut du Kosovo et, d'autre part, la perspective européenne de la Serbie, elle va à l'encontre des critères de Copenhague et du processus de stabilisation et d'association.

Les parlements autrichiens et roumains ainsi que le *Bundestag* allemand mettent l'accent sur la Politique de voisinage de l'Europe, un sujet qu'ils considèrent comme relevant d'une importance particulière. La Chambre luxembourgeoise des Députés souhaite que l'Europe renforce sa présence en tant que partenaire mondial, en particulier par une meilleure coopération avec les pays voisins de l'UE et le Moyen Orient. Une réelle volonté existe pour renforcer les relations avec la Russie et pour promouvoir la coopération économique avec l'Afrique, ainsi que de l'accompagner dans son développement. Lors de son débat plénier sur la Stratégie politique annuelle, le *Bundestag* allemand a souligné l'importance de conclure un nouveau partenariat et d'un accord de coopération avec la Russie. Le *Saeima* letton met également l'accent sur l'importance du Chapitre « L'Europe comme un partenaire mondial ».

4) Mieux légiférer

Ce sujet est mentionné par le *Bundesrat* allemand, la Chambre luxembourgeoise des Députés, le *Oireachtas* irlandais et la Chambre des Représentants de Chypre. Le *Bundesrat* allemand et la Chambre luxembourgeoise des Députés insistent sur l'importance d'améliorer les conditions administratives des petites et moyennes entreprises. D'après la Chambre des Représentants de Chypre, la Stratégie politique annuelle ne prend aucune mesure particulière en vue de limiter la bureaucratie.

5) Solidarité sociale

C'est dans son ensemble que le Parlement roumain préfère adresser les sujets de la solidarité sociale et de l'opportunité des chances ; le *Eerste Kamer* néerlandais souhaite mettre l'accent sur la « flexisécurité ».

D'après la Chambre luxembourgeoise des Députés, à l'exception du Fonds européen d'ajustement de la mondialisation, la Stratégie politique annuelle manque de proposition concrète pour promouvoir la protection des travailleurs et des employés européens, contre les effets néfastes de la mondialisation, du dumping social, de l'immigration illégale, etc. La Chambre des Députés trouve également que l'UE n'a jamais traité, de manière conséquente, le sujet des services sociaux.

6) Améliorer la Communication

Ce sujet est avancé par les parlements irlandais et autrichien.

7) Ressources financières et humaines / Agences européennes

Le *Bundestag* et le *Bundesrat* allemands considèrent peu transparentes les raisons ayant motivé une augmentation planifiée des ressources humaines de la Commission. Ils s'inquiètent également du projet de la Commission prévoyant la création de nouvelles agences, de l'élargissement de leurs compétences, ainsi que de l'augmentation du budget des agences existantes. Le *Bundesrat* constate que la question des agences européennes touche les domaines de la subsidiarité, de la transposition et de la démocratie.

La question du financement des agences européennes est également soulevée par la Chambre tchèque des Députés, laquelle exprime des réserves à cet égard.

8) Autres

Les parlements mettent également l'accent sur les sujets suivants qu'ils jugent dignes d'intérêt pour une discussion jointe :

- Education, recherche et innovation, citoyenneté européenne et la protection des droits de l'Homme, Justice et Affaires intérieures, dialogue interculturel et multilinguisme (parlement roumain) ;
- la future cohésion politique (parlement bulgare) ; lutte contre le trafic de la drogue et la protection des enfants contre l'usage nocif de l'Internet (Chambre des Représentants de Chypre). Le sujet du multilinguisme a également été adressé lors du débat de la plénière sur la Stratégie politique annuelle du *Bundestag* allemand, lequel demande à ce que tous les documents politiques pertinents venant de la Commission soient traduits dans chacune des langues officielles de l'UE.
- la Stratégie de Lisbonne (*Bundestag* allemand)
- la révision du Marché commun (le *Eerste Kamer* néerlandais, le *Bundesrat* allemand)
- la révision du Budget (le *Eerste Kamer* néerlandais)
- un impôt commun et consolidé de base sur les sociétés / harmonisation de certains aspects de l'imposition directe (parlement tchèque) le projet Galileo (Sénat tchèque), l'Institut européen de Technologie (Chambre tchèque des Députés).

La Chambre des Communes du Royaume-Uni est particulièrement intéressée de connaître l'avis des membres de la COSAC sur le rôle des parlements nationaux concernant le débat sur la Stratégie politique annuelle. Par ailleurs, elle souhaite savoir si ces derniers considèrent ce document d'une utilité et s'il convient de concentrer des efforts autour de celui-ci. De plus, la Chambre des Communes s'intéresse aux réactions suscitées par d'importantes propositions, notamment celle de la politique de migration et de l'ensemble des politiques proposées pour 2008.

La Chambre des Représentants de Chypre trouve que la Stratégie politique annuelle apparaît assez ambitieuse, mais qu'elle contient aussi et trop souvent des déclarations vagues ou de nature déclaratoire. Elle doute en outre que la Stratégie prenne suffisamment en considération les préoccupations et les aspirations des citoyens, en particulier en ce qui concerne la Stratégie de Lisbonne et de l'Elargissement. Elle met l'accent sur l'importance que soient adéquatement consultés les parlements nationaux par la Commission européenne pour tout ce qui concerne la Stratégie politique annuelle.